

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA PREVISION ET DES POLITIQUES

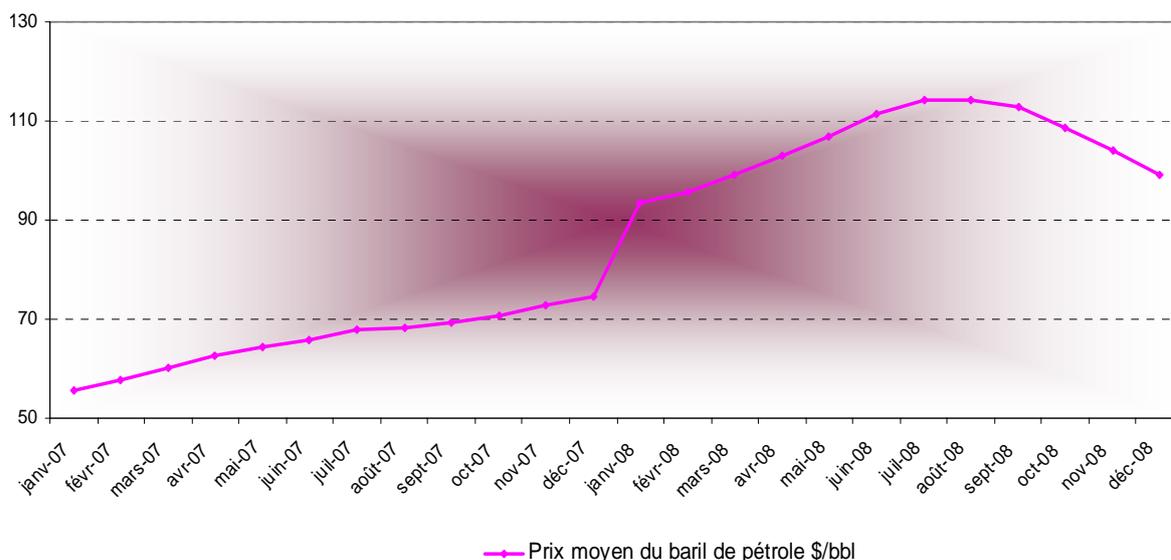
*Le comportement des principaux
indicateurs macroéconomiques et financiers
en 2008*

1 – Introduction

La tendance des principaux indicateurs macro-économiques et financiers, observée en 2008, montre des équilibres financiers en meilleure position par rapport à ceux affichés en 2007, malgré un environnement international défavorable qui a engendré une chute brutale et sensible des prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux, au cours du 4^{ème} trimestre 2008.

En effet, le prix nominal moyen du pétrole brut a reculé de 35 USD au dernier trimestre 2008 par rapport à la même période de 2007, passant de 91,6 \$/baril au cours du 4^{ème} trimestre 2007 à 56,5 \$/baril au 4^{ème} trimestre 2008. Cette baisse a atténué les fortes augmentations des prix du brut enregistré au cours des 9 premiers mois de l'année 2008 (112,7 \$/baril) pour situer le prix moyen annuel à fin 2008, à 99 \$/baril contre 74,4 \$/baril en 2007.

Evolution mensuelle des prix moyens du baril de pétrole \$/bbl
2007-2008



Au plan global, l'évolution des prix des hydrocarbures (+33%) conjuguée à une baisse en volume de - 3,3% a permis de solder les échanges commerciaux extérieurs de marchandises par un excédent supérieur à celui réalisé en 2007 (+21,5%), influençant positivement la variation des réserves de change.

Au plan des finances publiques, les opérations du trésor présentent à fin 2008, un déficit du solde global (hors FRR) supérieur de 13% par rapport à celui enregistré à la même période 2007. Ce niveau de déficit reste

soutenable, au regard des disponibilités du fonds de régulation des recettes (FRR) qui se sont élevées, à fin décembre 2008, à 4 280 milliards de DA, après les prélèvements effectués en 2008.

Dans un contexte de renchérissement des prix internationaux des produits de base, d'expansion de la dépense publique d'équipement et de surliquidité, les prix à la consommation ont connu en 2008, une augmentation modérée qui s'est située en moyenne annuelle à 4,4% contre 3,5% en 2007.

En matière de taux de change, les parités monétaires du dinar par rapport aux principales monnaies de facturation de nos échanges commerciaux extérieurs, indiquent une appréciation du dinar par rapport au Dollar des Etats-Unis et une quasi-stabilisation par rapport à l'Euro.

Concernant la sphère réelle, en relation avec le ralentissement enregistré par le secteur des hydrocarbures et la baisse de la production agricole, le taux de croissance en 2008, s'est situé à 2,4% contre 3% en 2007. Hors hydrocarbures, la croissance du PIB a atteint 6,1%, tirée essentiellement par les activités des secteurs du BTP et des services.

2 — l'environnement économique international

L'année 2008 a été marquée par l'intensification et l'expansion de la crise financière à partir de septembre 2008, causant des perturbations financières mondiales et d'importantes pertes pour les banques.

La crise financière dont l'origine est la crise des subprimes, aux USA, s'est d'abord manifestée dès août 2007 comme une crise de liquidité, puis affectant le financement de l'économie à travers le resserrement du crédit.

Malgré, l'injection massive de liquidités par les banques centrales et les interventions publiques pour soutenir le financement et les fonds propres des banques, les effets de la crise ont gagné l'économie réelle avec en particulier l'entrée de nombreux pays industrialisés en récession.

Dans ce contexte, le taux de croissance mondiale a atteint 3,2 % contre 5,2 % en 2007 et le volume des échanges mondiaux des biens et services a été réduit à 3,3 %, en 2008 contre 7,2 % en 2007.

La croissance économique, s'est établie à 0,9% dans la zone euro et 1,1 % aux États - unis en 2008 contre respectivement 2,7 % et 2 % en 2007.

L'année 2008, a aussi été caractérisée, par la résurgence de l'inflation mondiale, sous l'effet du niveau élevé des prix des produits alimentaires et de l'énergie, toutefois, les pressions inflationnistes ont été sensiblement réduites à partir des derniers mois de 2008.

En terme de glissement annuel, la hausse des prix à la consommation s'est établi au mois de décembre 2008 à 0,1 % aux États unis et 1,6 % dans la zone EURO contre respectivement des niveaux de 5,6 % et 2,4% au mois de juillet 2008. Ces fluctuations ont situé le taux moyen de l'inflation pour l'année 2008, à 3,8 % aux États unis et 3,3 % dans la zone euro contre respectivement 2,9 % et 2,1 % en 2007.

Dans les pays émergents et en développement, malgré la crise, le taux de croissance économique a atteint en moyenne 6,1 % en 2008, grâce à la vigueur de la demande intérieure. Cependant, il y a lieu de noter que ces pays ont été par contre affectés par le regain de l'inflation, en relation avec le renchérissement des prix des produits de base à l'échelle internationale. Un grand nombre de ces pays ont atteint un taux d'inflation à deux chiffres en 2008.

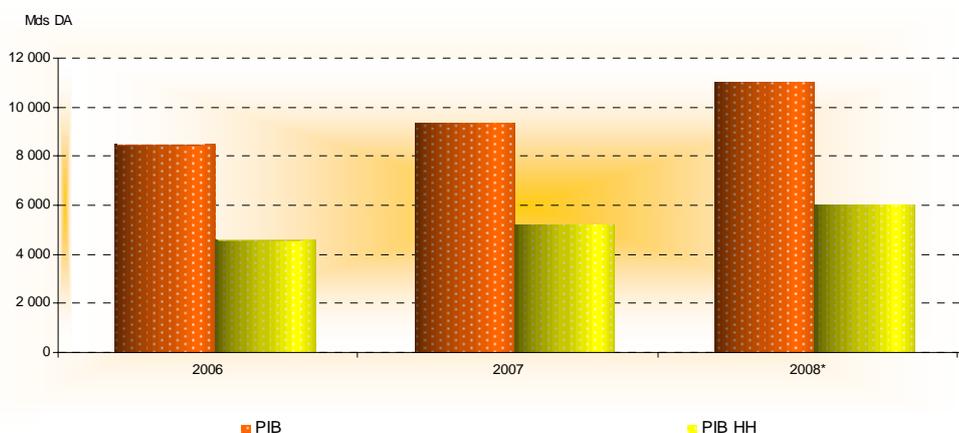
3 – Les équilibres internes

3.1 – la sphère réelle

Sur la base des données encore provisoires, le Produit intérieur brut (PIB), en volume, a progressé de 2,4 % en 2008 contre 3 % en 2007. Cette faible croissance est principalement, le fait de la baisse de la production dans le secteur des hydrocarbures qui a enregistré un recul de 2,3 % par rapport à 2007 et dont la part reste dominante (45,5 %) dans la formation du PIB.

Hors hydrocarbures, la croissance du PIB a atteint 6,1 %, tirée essentiellement par les activités des secteurs du BTP (+ 9,8 %) et des services (+ 7,8 %) ; en relation, notamment, avec l'accroissement de la dépense publique d'investissement générée par la poursuite de l'exécution du programme complémentaire de soutien à la croissance et des deux programmes hauts plateaux et sud.

Evolution du PIB et du PIB HH 2006 – 2007



La production agricole a enregistré une baisse de 5,3 % par rapport à 2007.

La contribution du secteur de l'industrie dans la formation du PIB demeure marginale, malgré une forte augmentation de la production en 2008 (+4,4 %) par rapport à 2007 (0,8 %).

En valeur courante, le PIB s'est établi à 10 993,8 milliards de DA en 2008 contre 9 371,6 milliards de DA en 2007.

Au plan des emplois, la consommation des ménages a augmenté de 4,9 % en volume, niveau de progression à mettre en relation avec un taux d'inflation limité à 4,4 %.

En matière d'investissement, la croissance en volume, enregistrée en 2008, s'est située à (+11,8 %), traduite à travers la croissance significative des secteurs du BTPH et des services. Rapporté au PIB, le taux d'investissement s'est élevé à 27,9 % contre 25,5 % en 2007.

Ce taux d'accumulation est principalement le fait des dépenses d'investissement du budget de l'État, près de 70 % de l'accumulation brute des fonds fixes provient de l'Etat et du secteur des hydrocarbures, les entreprises et les ménages n'ont contribué qu'à hauteur de 30 % dans l'investissement.

3.1.1 – La production agricole

La campagne agricole 2007/2008, selon les données du MADR, a enregistré une baisse de la production, en volume de 5,3 % par rapport à 2007. Ce taux de croissance négatif, résulte de la baisse de la production végétale (-10 %) et de la quasi-stagnation de la production animale (+0,3 %).

La contre-performance enregistrée par la production végétale s'explique par le recul de la production des céréales (-60 %) et à un degré moindre par la baisse de la production des fourrages (-18,4 %) et des légumes secs (-18,1 %).

La production céréalière en 2008, n'a été que de 17 millions de quintaux pour un rendement 11,7 quintaux par hectare, contre une production en moyenne sur la période 2003-2007 de 40,2 millions de quintaux, pour un rendement moyen de 15 Quintaux par hectare.

Ce recul de la production, s'explique par le fait que la production céréalière reste tributaire des conditions climatiques qui ont été caractérisées, en 2008, par une insuffisance des précipitations durant la phase de départ de la végétation des cultures au niveau de l'ensemble des zones céréalières et d'un printemps (mars – avril)¹ relativement sec sur l'ensemble des zones céréalières.

Evolution de la production céréalière En 2008

Espèces	Superficie Récoltée (ha)	Production (milliers de Q)	Rendement (Q/ha)
Blé dur	721 161	9 350	12,9
Blé tendre	280 406	3 437	12,2
Orge	422 271	3 873	9,2
Avoine	40 495	340	8,4
Total	1 464 333	17 000	11,7

Source : MADR

Concernant la production animale, celle –ci s'est caractérisée en 2008, par une quasi stagnation, du fait de la baisse de la production des viandes rouges (-1,4%) qui représente un poids de plus de 51% dans la production totale des viandes. Les productions, de la viande blanche et

¹ Phase de développement des céréales (épiaison floraison et formation du grain)

de la filière lait ont par contre, enregistré des augmentations respectives de 17,3% et de 1,6% par rapport à 2007.

**Evolution de la production animale
2007- 2008**

	2007	2008	Quintal Evolution %
Viandes rouges	3 201 246	3 175 570	-1,4
Viande blanches	2 605 850	3 056 950	+17,3
Lait (1000 litres)	2 184 846	2 219 708	+1,6
Miel	29 590	33 120	+ 8,4

Source : MADR

3.1.2 – La production industrielle

La production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public², appréhendée à travers l'évolution des indices de la production, indique pour l'année 2008, une croissance positive de 4,3 % contre -0,3 % en 2007.

Cette forte augmentation s'explique, notamment, par les performances réalisées par les secteurs de l'énergie (7,9 %), des mines et carrières (9,8 %), des ISMMEE (3,9 %), de la chimie (2,5 %) et de l'industrie agroalimentaire (6,8 %).

Contrairement à ces augmentations, les secteurs des matériaux de construction, des textiles, du cuir et du bois ont enregistré des baisses respectives de, -1,6 %, -1,1 %, -1,2 % et -11,9 %.

Par branche d'activité, les augmentations enregistrées sont imputables aux croissances, des extractions de minerai de fer (+10,7 %) et de l'extraction des pierres, de l'argile et du sable (+15,4 %) pour le secteur des mines et carrières ; de la sidérurgie (+33,4 %), de la transformation des métaux non ferreux (+3,8 %), de la fabrication des biens de consommation métalliques (+14,8 %) pour le secteur des ISMMEE ; de la fabrication des produits de pharmaceutiques (+9,6 %), de la fabrication de peintures (+10,4 %) pour le secteur de la chimie et de l'industrie du lait (+9,5 %), du travail de grains pour le secteur de l'agroalimentaire.

² Cet indice est calculé sur la base d'un champ constant (depuis 2006) c'est-à-dire que toutes les entreprises dissoutes, privatisées ou en cessation d'activités ont été écartées du champ de l'enquête.

Les industries de bois, liège et papier avec une décroissance de 5,3 % malgré les bonnes performances de la branche menuiserie générale et biens intermédiaires en bois (+23,9 %).

Concernant le secteur privé, les projections des tendances de 2007 effectuées par les services de la planification permettent de situer la croissance en 2008 à 2%. Selon ces projections, les activités du secteur industriel privé qui ont enregistré une évolution positive de leurs productions sont, les ISMME (6,3 %), Les matériaux de construction (2,6 %), l'industrie du bois (5 %) et les IAA (2,3 %).

Sur la base de ces résultats, la croissance en volume du secteur industriel (public et privé) s'est située à +4,4% en 2008.

3.1.3 – Hydrocarbures

En 2008, le secteur des hydrocarbures a enregistré pour la troisième année consécutive, une baisse en volume de sa production. Le taux de croissance s'est situé à -2,3 % en 2008, contre -0,9 % en 2007 et -2,5 % en 2006. Cette baisse s'explique principalement, par le recul de la production du pétrole brut (-4 %).

Les productions de condensât et du gaz naturel ont enregistré une quasi-stagnation respectivement de -1,3 % et +0,8 % par rapport à 2007, alors que la production du raffinage a progressé de 7 %.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que cette baisse de la production du secteur des hydrocarbures a induit un recul des exportations en volume de -3,3 % par rapport à 2007. L'augmentation des exportations en valeurs courante enregistrée en 2008 (+30 %) s'explique exclusivement, par l'augmentation des prix du pétrole brut.

3.1.4 – BTPH

En relation avec le plan de charge induit par les programmes d'investissement publics (PCSC, programmes haut plateaux et sud) et le niveau élevé des dépenses du budget d'équipement, la croissance du secteur du BTPH en 2008, a été de 9,8 % par rapport à 2007

3.1.5 – Services

Le niveau de croissance du secteur du BTPH et la nette progression des importations de marchandises induisent une évolution du secteur des services. Au cours de l'exercice 2008, la croissance en volume du secteur des services s'est établie à 7,8 %.

Le tableau suivant résume l'évolution des valeurs ajoutées par secteur :

	2007 (provisoire)			2008 (prévisions de clôture)		
	Valeurs (10 ⁹) DA	volume (%)	Prix (%)	valeurs (10 ⁹) DA	volume (%)	Prix (%)
VA des secteurs						
Agriculture	716,0	5,0	6,6	722,8	-5,3	6,6
Hydrocarbures	4 157,5	-0,9	7,9	5 000,1	-2,3	23,1
Industrie	442,7	0,8	3,1	483,0	4,4	4,5
BTP	814,4	9,8	10,0	967,8	9,8	8,2
Services	1 922,5	6,8	5,6	2 189,3	7,8	5,6
DD et TVA	530,0	5,5	9,9	596,5	7,7	4,5
Services des AP	788,6	6,5	9,3	1 034,3	8,4	21,0
Le PIB	9 371,6	3,0	7,5	10 993,8	2,4	14,6
Le PIB HH	5 214,1	6,3	7,2	5 993,7	6,1	8,3
Le PIB HH HA	4 498,1	6,5	7,3	5 270,9	7,9	8,6

Source : CGPP

3.2 – Les finances publiques

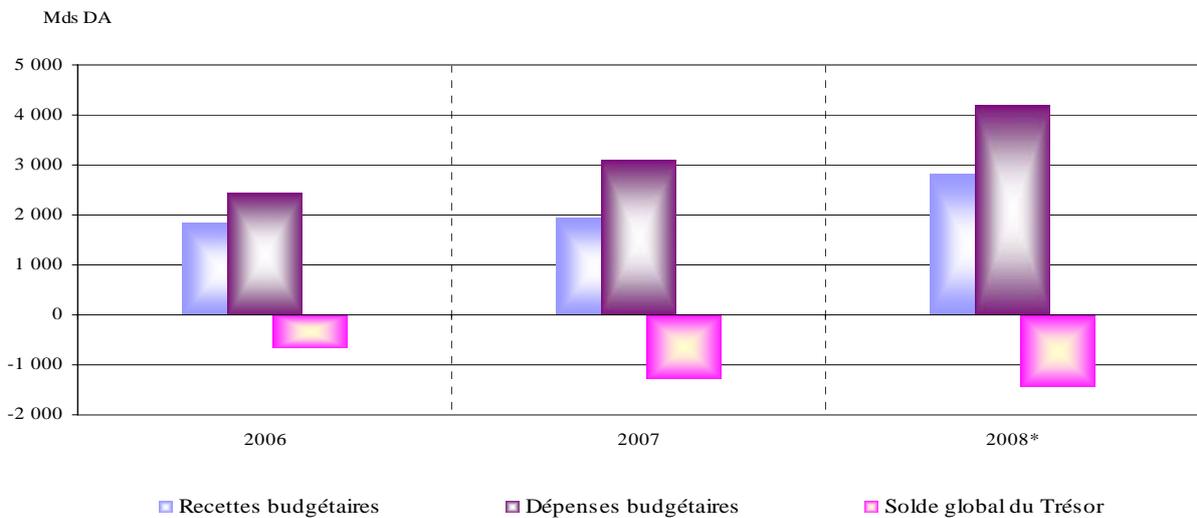
3.2.1 – La situation des opérations du Trésor (encaissements – décaissements)

La situation des opérations du Trésor à fin décembre 2008 rapportée à la même période de l'année 2007, est caractérisée par, une évolution des dépenses budgétaires de 34 %, atténuée par un accroissement des recettes budgétaires, hors fonds de régulation des recettes (FRR), de 45 %.

Ces évolutions différenciées ont influé sur le niveau du déficit du solde global du Trésor (hors FRR) qui s'est établi à 1 452,4 milliards de DA, soit 13,2 % du PIB contre un déficit global du Trésor (hors FRR) plus bas en 2007 (1 281,9 milliards de DA, soit 13,7 % du PIB).

Le solde global du Trésor, y compris les recettes du FRR, a enregistré, à fin décembre 2008, un excédent de 835,7 milliards de DA contre 456,9

milliards de DA à la même période de l'année précédente, soit respectivement +7,6 % et + 4,9 % par rapport au PIB.



Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires en terme d'encaissement, se sont situées en 2008, à un niveau plus élevé (+44,8 %) par rapport à celles enregistrées en 2007. Elles sont passées de 1 949,1 milliards de DA en 2007, à 2 822,8 milliards de DA en 2008. Cette plus-value provient de l'accroissement du produit de la fiscalité pétrolière budgétisée (+76,3 %) et des ressources ordinaires (+13,5 %).

- **La fiscalité pétrolière**, sous l'effet de la révision à la hausse du prix de référence fiscal du baril de pétrole brut qui est passé de 19 \$/bl à 37 \$/bl entre la loi des finances initiale 2008 (LFI) et la loi des finances complémentaire 2008 (LFC), le niveau de la fiscalité pétrolière budgétisée est passé de 970,2 milliards à 1 715,4 milliards de DA, soit une progression de 76,8 %.

En matière d'encaissement, le montant de la fiscalité pétrolière budgétisée (1 715,4 milliards de DA) a été atteint intégralement au cours des six premiers mois de l'année 2008. Le niveau de la fiscalité pétrolière totale recouvrée à fin 2008, s'est situé à 4 003,6 milliards de DA, créditant ainsi, le fond de régulation des recettes d'un montant de 2 288,2 milliards de DA.

- **Les ressources ordinaires**, elles ont enregistré en 2008, une plus-value de 131,3 milliards de DA, générée principalement par l'augmentation des recettes fiscales qui représentent 81 % de l'ensemble des ressources

budgétaires. Les recettes ordinaires et les recettes exceptionnelles ont respectivement enregistré pour leur part, des taux de croissance de 38,2 % et -19,5 %.

➤ Les recettes fiscales

L'augmentation de 16,8 % des recettes fiscales est due à une évolution différenciée des différentes catégories de recettes qui se présentent comme suit :

- **Les produits des contributions directes** ont enregistré une plus-value de 51,5 milliards de DA en 2008, résultant principalement de l'accroissement de l'IBS (29,5 %) grâce l'amélioration des performances de recouvrement de l'administration fiscale, et de l'IRG salaire (13,7 %) en relation avec la révision du système des rémunérations dans la fonction publique.

- **Les produits de l'enregistrement et timbre** sont passés de 28,1 milliards de DA en 2007 à 29,7 milliards de DA en 2008 affichant ainsi une croissance de 5,5 %.

- **Les produits des impôts divers sur les affaires** ont augmenté de 13 % consécutivement à la hausse de la TVA/intérieure (10,5 %) et de la TVA/importation (20,3 %).

L'augmentation, de la TVA/importations s'explique par la hausse des importations, qui sont passées de 27,6 Milliards de DA en 2007 à 39,2 milliards de DA en 2008, notamment en ce qui concerne les biens d'équipements industriels, dont la variation par rapport à 2007, en valeur courante est de +52,6 %.

La taxe sur les produits pétroliers (TPP) a poursuivi sa tendance baissière, en 2008, la baisse a atteint 95,6 % par rapport à 2007, sous l'effet, de l'application depuis l'année 2007, des dispositions législatives relatives au réaménagement du tarif de la TPP qui a été fixée à 1DA/HL en vertu de l'article 31 de la loi de finances pour 2007.

La taxe intérieure de consommation (TIC) a enregistré une moins-value de 3,5 milliards de DA en 2008, induite par la baisse de la côte part revenant à l'Etat qui est passée de 100% à 90 % en vertu de la disposition de l'article 11 de la loi de finances complémentaire pour 2007.

- **les produits des douanes** ont progressé de 15,1 % pour s'établir à 153,2 milliards de DA en 2008, en relation avec l'augmentation des importations 41,7 %.

➤ **Les recettes ordinaires**

Les recettes ordinaires se sont établies en 2008, à 104,2 milliards de DA résultant de la hausse simultanée des produits des domaines 16 % et des produits divers du budget 44,3 % s'expliquant par la hausse des produits des placements des disponibilités du FRR au niveau de la Banque d'Algérie.

➤ **Les recettes exceptionnelles**

Les recettes exceptionnelles ont enregistré en 2008, une moins-value de 26,1 milliards de DA, découlant essentiellement de la baisse des dividendes de la banque d'Algérie.

Les dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires, en accroissement de 34 % par rapport à l'année 2007, se sont élevées à 4 175,8 milliards de DA. Elles se répartissent à hauteur de 2 227,4 milliards de DA en dépenses de fonctionnement et en 1 948,4 milliards de DA en dépenses d'équipement. Ces niveaux de dépenses situent les variations, par rapport à 2007, à + 33 % pour le fonctionnement et +35,8 % pour l'équipement.

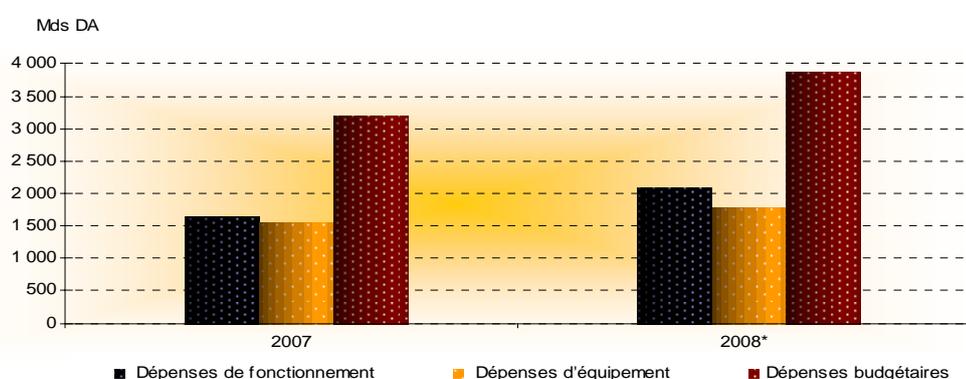
La progression sensible des dépenses de fonctionnement (+33 %), s'explique par la révision du système des rémunérations dans la fonction publique d'une part et par l'application des mesures sociales retenues dans les lois de finances d'autre part. Il s'agit, notamment, du renforcement des dispositifs de solidarité au profit des personnes âgées, des moudjahiddines et des ayants droits, de l'emploi au titre de l'insertion professionnelle des jeunes, du soutien du prix des céréales et du règlement de la dette des communes.

Les dépenses de rémunération sont passées de 492,7 milliards de DA en 2007, à 644,9 milliards de DA en 2008, soit une augmentation de 31 %.

Les transferts courants qui constituent 35,6 % des dépenses de fonctionnement sont en hausse de 56 %, se situant à 793,5 milliards de DA en 2008.

Les dépenses d'équipements, sous l'impulsion de la poursuite de l'exécution des différents programmes d'investissements (PCSC, sud et hauts plateaux) ont connu une augmentation de 35,8 %, elles sont passées de 1 434,6 milliards de DA en 2007 à 1 948,4 milliards en 2008.

Par secteur, les dépenses d'équipement en 2008, se sont principalement réparties comme suit : les secteurs des infrastructures économiques et administratives (37,6 %), l'habitat (12,5 %) et l'agriculture et l'hydraulique (9,8 %).



Le financement

Le financement, au cours de l'exercice 2008, a été caractérisé, par un recours à des prélèvements sur le FRR à hauteur de 67,9 % (1 223,6 milliards de DA). Le reste du financement a été fait par le recours à la ligne de financement non bancaire. Le tableau ci-dessous retrace le besoin de financement et les lignes de financement de ce besoin :

Millions de DA			
Besoin de financement		Financement	
-	Solde global du Trésor	-	Prélèvement du FRR
-	Financement bancaire	-	Financement non bancaire
-	Financement extérieur		
Total	- 1 802 765	Total	1 802 765

3.2.2 – Les disponibilités du FRR

Les disponibilités du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) ont atteint, au 31 décembre 2008, un montant de 4 280,07 milliards de DA. Les flux cumulés ayant crédité le FRR de l'année 2000 (année de création du FRR) au 31 décembre 2008, se sont élevés à 8 869,9 milliards de DA et les prélèvements, cumulés sur la période considérée, ont atteint 4 589,8 milliards de DA, soit un taux de prélèvement de 51,7%. Les prélèvements effectués ont été affectés :

- A la réduction de la dette publique, à hauteur de 3 208,13 milliards de DA, dont 608 milliards de DA, au titre de remboursement des avances de la Banque d'Algérie. Cette affectation représente 70% du total des prélèvements du FRR.
- Au financement partiel des déficits du Trésor, à hauteur de 1 381,66 milliards de DA, soit 30% du total des prélèvements du FRR.

Evolution des disponibilités du FRR (en millions de DA)

	2005	2006	2007	2008
Ressources				
Reliquat année précédente	721 688	1 842 686	2 931 045	3 215 530
Fiscalité pétrolière budgétisée	899 000	916 000	973 000	1 715 400
Fiscalité pétrolière recouvrée	2 267 836	2 714 000	2 711 848	4 003 559
Plus value sur fiscalité pétrolière	1 368 836	1 798 000	1 738 848	2 288 159
Disponibilités avant prélèvements	2 090 524	3 640 686	4 669 893	5 503 669
Emplois				
Remboursement du principal de la dette publique	247 838	618 111	314 455	465 437
Remboursement avances Banque d'Algérie	0	0	607 956	
Financement du déficit du Trésor	0	91 530	531 952	758 179
Total des prélèvements	247 838	709 641	1 454 363	1 223 616
Reliquat après prélèvements	1 842 686	2 931 045	3 215 530	4 280 073

Source : Ministère des Finances

3.2.3 – La dette publique

La dette publique en 2008, s'est caractérisée d'une part par le traitement de la dette publique interne à travers, notamment, le paiement par anticipation d'une grande partie de la dette d'assainissement contractée par les entreprises publiques auprès des banques publiques et d'autre part, par la conversion d'une partie de la dette publique externe en

investissement et par la poursuite du paiement par anticipation de cette dernière.

- La dette publique externe

La dette publique externe en 2008, a baissé de 50 % par rapport à 2007. Son encours est passé de 912 millions de USD en 2007 à 459,9 millions de USD en 2008.

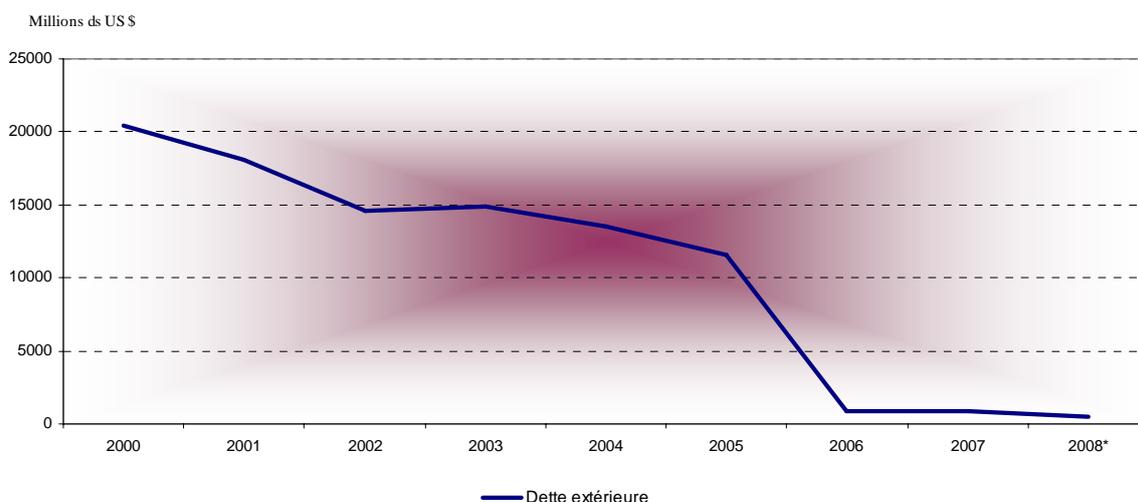
La baisse de l'encours de la dette publique extérieure est le résultat d'une politique de gestion active de la dette qui a permis le paiement par anticipation d'une grande partie de cette dette, d'une part et à la politique consistant à internaliser le financement de l'économie, d'autre part.

En 2008, les remboursements effectués, par anticipation se sont élevés à 133,7 millions de USD, répartis comme suit :

- Banque Mondiale : 93,82 Millions de USD
- Fonds d'Abou Dhabi : 18,78 Millions de USD
- Fonds Koweïtien : 20,69 Millions de USD
- Fonds Africain de Dév. : 0,428 Million de USD

Par ailleurs, à ces remboursements par anticipation, il y a lieu de noter, que l'Algérie a aussi, procédé à la reconversion de sa dette vis-à-vis de l'Etat d'Abou Dhadi en investissement, le montant de cette reconversion s'élève à 333,33 millions de USD.

Evolution de la dette publique extérieure 2000-2008



La dette publique externe restante, à fin 2008, soit 459,9 millions de USD est à 98,4 % bilatérale constituée essentiellement par d'anciens

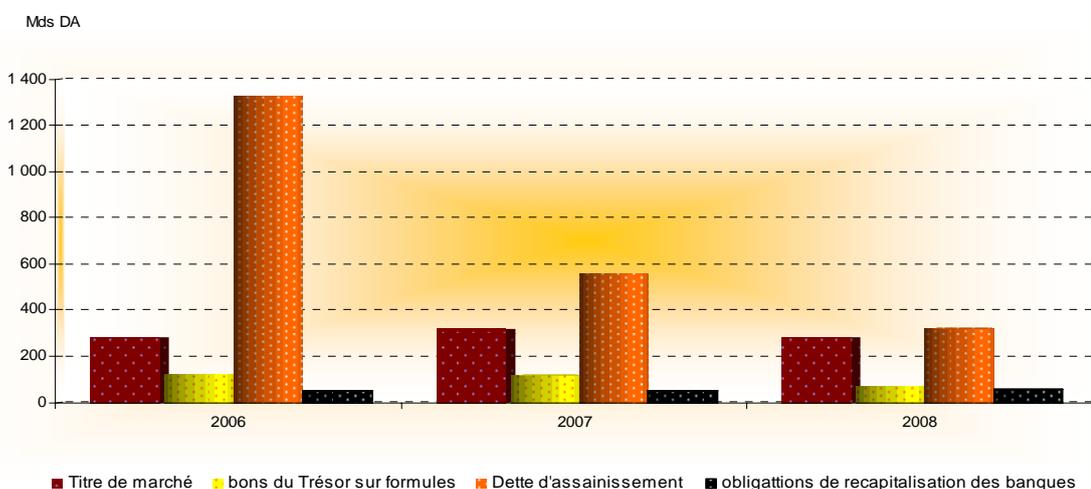
prêts octroyés par l'agence française de développement (43,5 %), le Fonds Saoudien de développement (24,3 %), le gouvernement Belge (10,6%) et par les Emirats Arabes Unis (9,7 %).

Concernant la dette multilatérale, celle –ci est constituée par le prêt de la Banque Mondiale qui couvre l'assistance technique du projet portant modernisation du système budgétaire (MSB) et de deux prêts du FIDA, conclus au profit du secteur agricole. Il y a lieu de rappeler que les dernières mobilisations de ces prêts remontent à 2005.

- La dette publique interne

En 2008, l'encours de la dette publique interne a reculé de 30 % par rapport à son encours en 2007, passant respectivement de 1 044,1 Milliards de DA à 734 milliards de DA. Cette baisse s'explique par le remboursement par anticipation d'une grande partie de la dette d'assainissement d'une part, et par la stabilisation des mobilisations de fonds sur le marché primaire et l'arrêt des souscriptions des bons du Trésor sur formules d'autre part.

**Composition de la dette publique interne
2006-2008**



L'analyse de la dette publique interne, par type de dette, montre que :

- **La dette d'assainissement (hors obligations de recapitalisation des Banques)** qui représentait en 2006, près de 75 % de la dette interne totale ne représente plus que 43,9% de la dette totale, grâce au paiement par anticipation, des avances de la Banque d'Algérie au Trésor, effectuées en 2007 et dont le

montant global s'est élevé à 608 milliards de DA et des créances non performantes enregistrées sur les entreprises publiques dans les livres des banques publiques en 2008, et dont le montant s'est élevé à 179,1 milliards de DA.

Les obligations de recapitalisation des banques ne représentent qu'une faible part dans la dette publique interne, leurs montants se sont élevés à fin 2008, à 56,2 milliards de DA, contre 51,2 en 2007 et 55,2 en 2006.

- la dette de marché qui couvre toute la gamme des titres allant d'une maturité de 13 semaines à 15 ans a représenté 38,9% de la dette publique interne totale en 2008, contre 41,8 % en 2007. Son montant s'est élevé à 285,5 au 31 décembre 2008.

Le flux net des mobilisations au titre des adjudications sur le marché primaire s'est élevé, en 2008 à -31,8 milliards de DA, du fait que le Trésor a levé sur le marché primaire des adjudications pour un montant de 67,7 milliards de DA (cf. tableau ci-dessous) et a remboursé un montant de 99,6 milliards de DA.

Catégories de titres	Milliards de DA		
	2006	2007	2008
BTC 13 semaines	12,2	58,2	23,8
BTC 26 semaines	17,9	61,5	24,0
BTC 1 an	19,8	35,4	1,0
BTC 2 ans	18,0	18,6	0,9
BTC 3 ans	-	8,8	1,0
BTC 5 ans	16,0	23,4	2,0
BTC 7 ans	12,2	9,5	6,0
BTC 10 ans	10,5	13,0	2,0
BTC 15 ans	-	27,0	7,0
Total	106,7	255,6	67,7

Source : DGT

L'encours net des bons du Trésor émis par adjudication passe, ainsi de 317,3 milliards des DA au 31 décembre 2007 à 285,5 milliards à la même période de 2008 (317,3 – 31,8).

Les taux d'intérêt retenus pour les levées de Fonds sur ce marché se sont situés, en moyenne, au cours de l'année 2008 dans une fourchette de 2 % — 5 %.

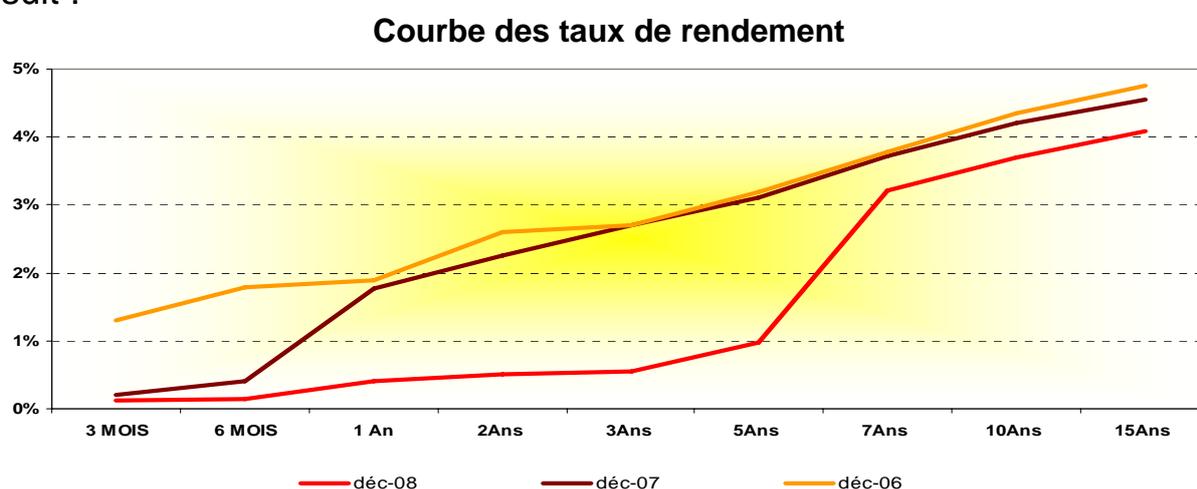
Pour ce qui est de l'activité sur le marché secondaire, la liquidité des bons du Trésor a été assurée par les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT). Ces derniers ont transigé un montant global de 101,6 milliards de

DA contre 152,3 milliards en 2007, soit une baisse des transactions de 33,3 %.

Sur le montant global de 101,6 milliards de DA transigé par les SVT, près de 5 milliards de DA ont été transigés au profit de la clientèle privée des SVT, ce qui dénote un niveau d'intermédiation relativement élevé.

Par ailleurs, il est constaté que les transactions du secteur privé sur le marché secondaire, demeurent très timides, les interventions enregistrées entre 2007 et 2008 ont connu des baisses respectives de 55,6 % et 26 %, situant les montants transigés par ce secteur à 6,76 milliards de DA en 2007 et à 4,97 milliards de DA en 2008.

Les taux d'intérêt appliqués sur le marché secondaire ont évolué comme suit :



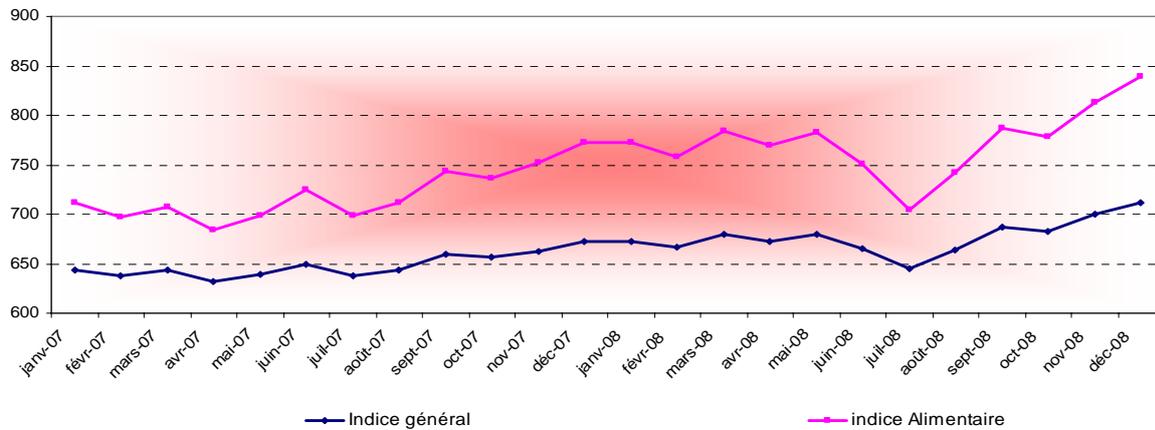
La dette sous forme de bons du Trésor sur formule, dont le stock à fin 2007 représenté 11,4 % avec un montant de 118,9 Milliards de DA a connu une baisse sensible (40,4 %) en 2008. Cette catégorie de titres à laquelle souscrivaient exclusivement, les caisses d'assurances et mutuelles du ministère de la Défense a été suspendue le 30 septembre 2007, dans un souci de développer le marché des valeurs d'Etat.

3.3 – L'inflation

Le rythme de variation des indices des prix à la consommation, s'est accéléré au cours de l'année 2008, par comparaison à l'année 2007.

En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à 4,4% à fin décembre 2008, contre 3,5% à fin décembre 2007, soit un rythme d'évolution des prix supérieur de près de 1 point de pourcentage.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation 2007 – 2008 (base 100 =1989)



La poussée inflationniste constatée est imputable principalement aux prix des produits alimentaires, dont la variation de l'indice a atteint 7,4 %, sous l'effet notamment du renchérissement des prix internationaux des produits alimentaires de base (+ 10,8 %) et des produits agricoles frais (+ 4,1%).

Par groupe de produits, la variation moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation montre une augmentation des prix de la quasi-totalité des produits. En effet, hormis le groupe habillement –chaussures qui a enregistré une légère baisse des prix (-0,57 %), les prix des autres produits ont connu des augmentations. Il s'agit notamment, des groupes de produits, « santé hygiène corporelle » (+2,2 %), « éducation culture loisirs » (+3,8 %) et « logement – charges » (+1,2 %).

En glissement annuel, le rythme de l'inflation s'est situé à +5,9% en 2008 contre +3,9% en 2007, soit 2 points de pourcentage de plus.

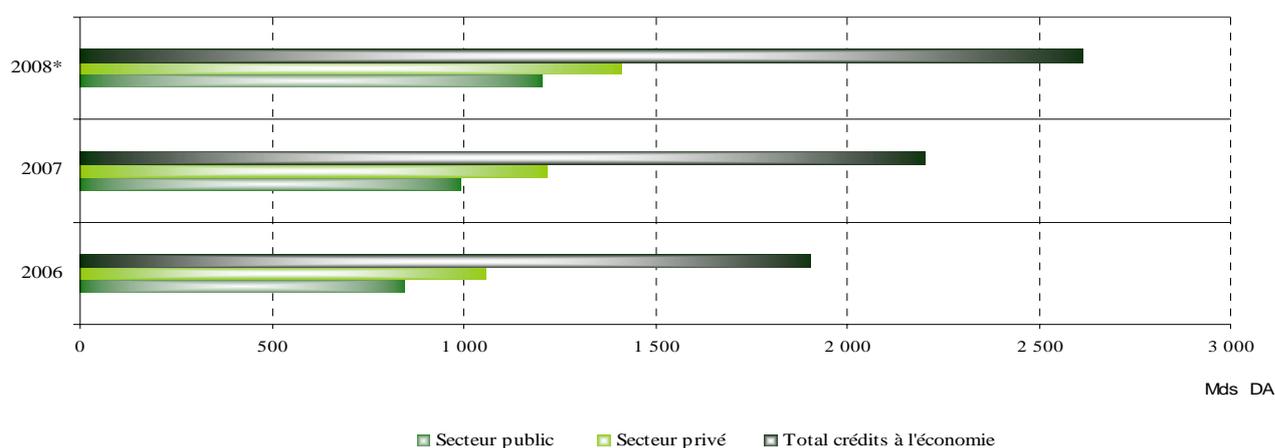
3.4 – Les crédits à l'économie

L'année 2008, a été marquée par une augmentation significative des crédits à l'économie (21,5 %) passant de 2 205,2 milliards de DA, en 2007 à 2 615,5 milliards de DA en 2008, confirmant ainsi la tendance haussière constatée au cours des années précédentes.

En terme de structure de crédits, avec une part de 54 %, l'allocation de ressources demeure favorable au secteur privé, malgré une légère baisse de cette dernière en 2008 (-2 %). Les crédits au secteur public sont passés de 989,2 milliards de DA en 2007 à 1 202,2 milliards de DA

en 2008, soit une hausse de 21,2 % sous l'effet d'une progression importante des crédits alloués aux secteurs de l'énergie et de l'eau.

Par maturité, la part relative des crédits à moyen et long terme est en constante évolution, elle est passée de 51,9 % en 2006 à 53,5 % en 2007, pour s'établir à 54,5 % en 2008, en relation avec l'expansion des crédits hypothécaires.



4 – Les équilibres externes

4.1 – Le taux de change

L'évolution du marché interbancaire de change a été caractérisée, au cours de l'année 2008, par une appréciation du dinar par rapport, au dollar américain et par une quasi-stabilisation par rapport à l'euro.

En effet, l'évolution de la parité moyenne du dinar par rapport aux monnaies, américaine et européenne, entre 2007 et 2008 a été comme suit :

- Une appréciation de 7,4 % par rapport au dollar.
- Une quasi-stabilisation de 0,2 % par rapport à l'euro.

Compte tenu de ces évolutions, le dollar américain s'est échangé, en moyenne annuelle, en 2007 et 2008 respectivement contre 69,36 dinars et 64,58 dinars et l'euro s'est échangé à 94,85 dinars en 2008 contre 95,00 dinars en 2007.

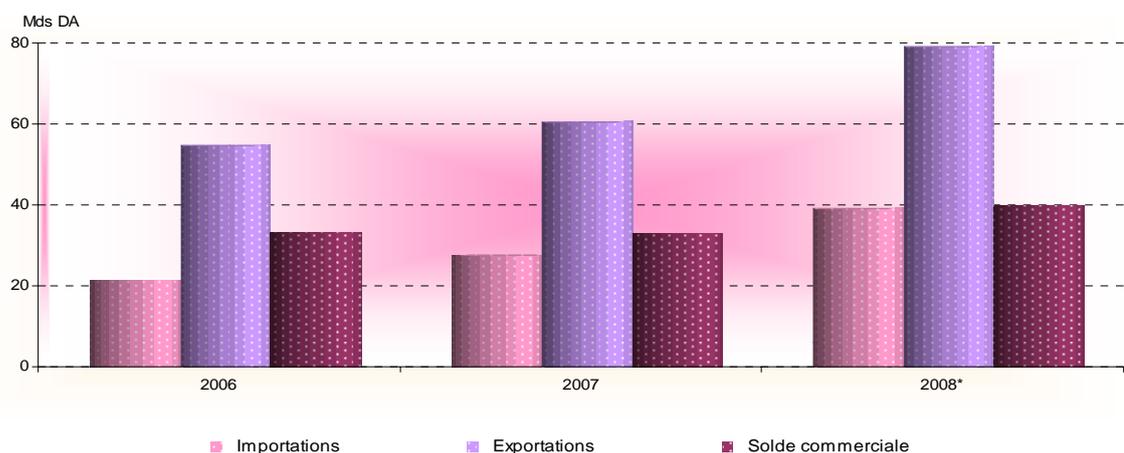
Par rapport à la livre sterling et au yen, la monnaie nationale s'est appréciée de 16 % par rapport à la première devise et s'est par contre dépréciée de 6,2 %, par rapport à la seconde devise (yen).

L'examen de l'évolution mensuelle de la parité de l'euro par rapport, d'une part au dinar et d'autre part au dollar américain, au cours de la période 2007-2008, montre une certaine sensibilité de la parité dinar/euro à l'évolution de l'euro par rapport au dollar américain.

4.2 – Le commerce extérieur

Exprimés en dollar courant, les flux du commerce extérieur de marchandises à fin décembre 2008, ont été caractérisés par une progression des importations (41,7 %) et des exportations (30,7 %).

Ces tendances du comportement des deux composantes des flux physiques se sont soldés par **une balance commerciale excédentaire de 40 milliards de US \$ en 2008**, contre un excédent de 32,9 milliards de US.\$ à fin décembre 2007.



Les importations de marchandises

La tendance à l'accroissement des flux à l'importation de marchandises s'est poursuivie en 2008, situant les importations à 39,2 milliards de dollars, contre 27,6 milliards en 2007, affichant ainsi une progression, en dollar courant, de 41,7 %.

Exprimé en dollar courant, le mouvement des flux physiques, appréhendé par groupes de produits, se présente comme suit :

- **Une augmentation importante des produits alimentaires** de 55,7 %, résultant principalement de la hausse de 100,6 % des produits céréaliers, dont le poids représente plus de 51,4 % dans la structure des importations des biens alimentaires. Cette augmentation était notamment le fait du renchérissement des prix des céréales sur le marché mondial.

Les prix moyens du blé dur et du blé tendre FOB des USA (source FAO), étaient respectivement de 263,80 US \$/tonne et 237,76 US \$/tonne en 2007 contre 344,58 US \$/tonne et 268,59 US \$/tonne en 2008.

Les produits laitiers dont le poids représente 16,8 % dans la structure des importations des biens alimentaires, ont réalisé un accroissement de 21,7 %. La tonne de lait entier en poudre s'échangeait en moyenne, sur les marchés internationaux au prix de 4 184,50 US \$ en 2007 contre 3 845,83 US \$ en 2008 (prix indicatif d'exportation FOB).

Les importations des autres groupes de produits alimentaires, ont enregistré en valeur courante, les évolutions suivantes :

Café et thé	+ 37,0 %
Viande	+ 22,7 %
Sucre et sucreries	+ 2,4 %
Légumes secs	+ 2,6 %

- *Une forte progression des importations des biens d'équipement* de 52 %, qui s'explique principalement, par la hausse des importations, des véhicules de transport de personnes et de marchandises (+38,3 %), des turboréacteurs et autres (+93 %), bouteurs « grues » (+59,7 %), des appareils électriques pour la téléphonie (+35,4 %), du fil câble et autres (+79 %), et des articles de robinetteries (+60,7 %)

Le poids des importations de ces produits dans la structure des importations des biens d'équipements se présente respectivement, comme suit : 12,6 %, 5,1 %, 4,4 %, 4,1 %, 3,5 % et 2,6 %.

- *Un accroissement des importations des biens intermédiaires* de 35,2 %. Cette progression est le fait de l'augmentation des importations des produits sidérurgiques, (les barres en fer et en acier (+111 %), des produits laminés en fer et en acier (+74,8 %)), des importations de coke de pétrole et bitume (+144,5 %) et des huiles destinées à l'industrie alimentaire (+40,4 %).

Sur la période 2005 – 2008, les importations de ces produits ont évolué comme suit :

	Millions USD			
Importations	2005	2006	2007	2008
Biens intermédiaires	5 051	6 021	8 754	11 832
Biens d'équipements	8 612	8 624	8 680	13 196

La hausse des flux à l'importation des biens d'équipements et des biens intermédiaires s'explique notamment, par la poursuite de la mise en œuvre des différents programmes d'investissement, programme complémentaire de soutien à la croissance, Hauts Plateaux et sud.

En effet, en volume, appréhendées à travers les indices de valeur unitaire à l'importation de marchandises, élaborés par l'ONS, les importations des biens destinés à l'outil de production et à l'équipement ont évolué en 2008, comme suit :

- **Matières première énergie et lubrifiants :** - 13,2%
- **Produits bruts :** - 16,8 %
- **Demi-produits :** + 20,2 %
- **Équipements agricoles :** + 20,5%
- **Équipements industriels :** + 41,4 %

Les importations de biens alimentaires et des biens de consommation industrielle ont évolué de :

- **Produits alimentaires :** + 5,7%
- **Biens de consommation :** + 4,0%

Au plan de la répartition géographique des flux à l'importation et en terme de structure, la tendance n'a pas connu de modifications significatives. Les pays de l'Union Européenne restent les principaux fournisseurs de l'Algérie avec cependant, une progression des importations en provenance de la région asiatique.

La structure des importations de marchandises, par zone géographique se présente comme suit :

	2007	2008
Union Européenne	52,21	53,23
O.C.D.E	19,41	18,19
Autres pays d'Europe	2,59	1,69
Amérique du sud	6,05	5,59
Asie	15,63	17,48
Océanie	-	-
Pays arabes	2,25	1,82
Pays du Maghreb	1,03	0,99
Pays d'Afrique	0,84	1,01
Total	100	100

Source : CNIS

Les exportations de marchandises

Les exportations de marchandises se sont élevées en 2008, à 79,1 milliards de dollars, atteignant un rythme moyen mensuel de 6,6 milliards de US.\$, contre un rythme de 5,1 milliards de US.\$ en 2007. L'essentiel de la ressource provient des hydrocarbures dont la part a représenté, en 2008, un taux de 97,6 % des exportations globales de marchandises.

En valeur courante, les exportations d'hydrocarbures en 2008, de l'ordre de 77,2 milliards de US.\$, constituent un record de recettes, grâce à un marché pétrolier favorable, avec un prix moyen d'exportations de 99,1 \$/bl.

Par rapport à 2007, les exportations d'hydrocarbures ont augmenté de 30,5 %, sous l'effet exclusif de la progression des prix (+33,2 %) puisqu'en volume, les exportations d'hydrocarbures ont reculé de 3,3 %.

Les exportations hors hydrocarbures ont progressé de 42,1 %, cumulant un revenu de 1,9 milliard de dollars, contre 1,3 milliard de dollars en 2007.

L'exploitation des statistiques douanières révèle que cette augmentation résulte essentiellement de la progression des exportations des ciments hydrauliques (+633,1 %), des hydrocarbures cycliques (+210,0 %), des phosphates de calcium (+140,3 %), et des déchets et débris de fonte, de fer et d'acier (+115,4 %).

Au plan global, ces mouvements commerciaux (augmentation des importations de 41,7 % et des exportations de 30,7 %) expliquent le niveau appréciable de l'excédent de la balance commerciale, dont le solde est passé de + 32,89 milliards de dollars en 2007 à près de 40 milliards en 2008.

4.3 – La balance des paiements

La balance des paiements a enregistré en 2008, un excédent global de 37 milliards de US. \$, contre 29,6 milliards de US. \$ en 2007, découlant principalement de la performance du compte courant, ainsi que du solde positif du compte capital, constaté pour la première fois.

En effet, le solde du compte courant s'est établi en 2008, à 35,2 milliards de US. \$ sous l'effet de l'augmentation des exportations des hydrocarbures

qui sont évaluées à 77,2 milliards de US. \$, chiffre réalisé grâce à l'augmentation du prix du baril de pétrole.

Pour l'année 2008, le prix moyen du baril de pétrole s'est situé à 99,1 \$/bl, en augmentation de 33,2 % par rapport à 2007.

Les importations de biens et de services non facteurs ont respectivement enregistré en 2008, un accroissement de 41,9 % et 58,4 %, s'établissant à 37,4 milliards de US. \$ pour les importations de biens et à 10,9 milliards de US. \$ pour les importations de services non facteurs.

Le niveau élevé des importations de marchandises s'explique, notamment, par le renchérissement, au cours du premier semestre 2008, des prix des produits de base à l'échelle internationale et par les augmentations en volume, de certaines catégories de marchandises telles que les demis produits (+ 20,2%) et les biens équipements industriels (+41,4%) en relation avec la poursuite de l'exécution des différents programmes d'investissement comme relevé plus haut.

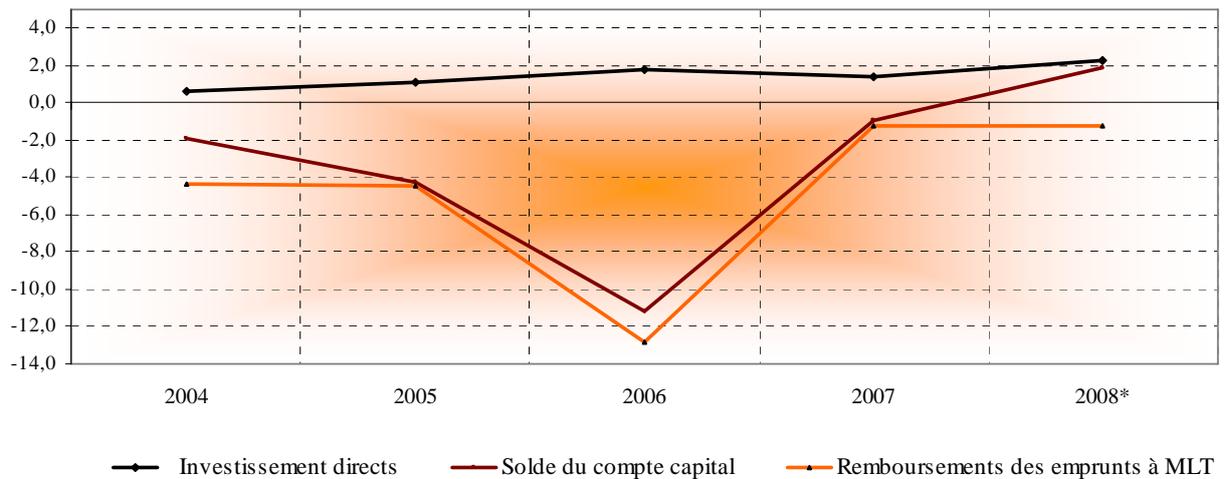
La structure des importations de services, fait notamment ressortir une prédominance des services de transport maritimes et aériens, des services de bâtiment et travaux publics et des services techniques. Leurs évolutions durant l'année 2008 se présentent comme suit :

	En milliards de US. \$		
	2007	2008	Evolution (%)
Services transport maritimes et aériens	2,15	3,12	45,1
Services bâtiment et travaux publics	1,54	2,65	72,1
Services techniques	1,69	3,38	100,0

Source : Banque d'Algérie

La politique de désendettement initiée par les pouvoirs publics, à partir de 2004 et l'augmentation significative des investissements directs étrangers (+68,6%) en 2008, ont permis de dégager, pour la première fois, un excédent du compte capital qui n'a pas manqué de contribuer à la viabilité de la balance des paiements dont l'excédent en 2008, s'élève à 37 milliards de dollars.

Mds de US \$



La position excédentaire de la balance des paiements a contribué à la variation positive des réserves brutes de change, dont le niveau est passé de 110,2 milliards de dollars en 2007 à 143,1 milliards de dollars en 2008, soit une augmentation de 30%. Le taux de couverture des importations de biens et services non facteurs par les réserves officielles est tombé à 35,5 mois en 2008 après avoir été de 39,7 mois en 2007 suite à l'emballement des importations en 2008.

ANNEXES

PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ECONOMIE

	Unités	2007	2008
RECouvreMENTS FISCAUX			
	Millions DA		
Recettes budgétaires		3 498 624	4 987 182
Fiscalité pétrolière recouvrée		2 711 848	4 003 559
Fiscalité pétrolière budgétisée		973 000	1 715 400
Fonds de régulation		1 738 848	2 288 159
Recettes ordinaires		786 776	983 623
Recettes budgétaires hors FRR		1 759 776	2 699 023
DISPONIBILITES DU FRR			
	Millions DA	3 215 531	4 280 072
BUDGET DE L'ETAT			
	Millions DA		
Recettes budgétaires		1 951 360	2 810 260
Dépenses budgétaires		3 194 910	3 878 370
Fonctionnement		1 642 730	2 096 270
Equipement		1 552 180	1 782 100
Solde budgétaire		-1 243 550	-1 068 110
OPERATIONS DU TRESOR			
	Millions DA		
Recettes budgétaires		1 949 050	2 822 836
Fiscalité pétrolière		973 000	1 715 400
Ressources ordinaires		976 050	1 107 436
Dépenses budgétaires		3 108 569	4 175 803
Fonctionnement		1 673 931	2 227 440
Equipement		1 434 638	1 948 363
Solde global du Trésor		-1 281 954	-1 452 375
DETTE PUBLIQUE			
Encours Dette Publique Exterieur	Milliards US \$	0,91	0,46
Encours Dette Publique Interieure	Milliards DA	1 044,1	734,0
COMMERCE EXTÉRIEUR			
	Millions US \$		
Importations (CAF)		27 631	39 156
Biens alimentaires		4 954	7 716
Dont: Céréales(Blé, Farine, semoule....)		1 978	3 967
Lait et dérivés		1 064	1 295
Biens intermédiaires		8 754	11 832
Biens d'équipements		8 680	13 196
Biens de consommation non alimentaires		5 243	6 412
Dont: Médicaments		1 448	1 851
Véhicules de tourisme		1 491	2 049
Exportations		60 529	79 139
Dont Hydrocarbures (*)		59 197	77 246
Balance commerciale		32 898	39 983

Source : Ministère des Finances

(*) Source, Ministère de l'Energie et des Mines

PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ECONOMIE (suite)

	Unités	2007	2008
LE PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	Milliards DA	9 371,7	10 993,8
TAUX DE CROISSANCE	%		
PIB		3,0	2,4
PIB HH		6,3	6,1

Source : CGPP

TAUX D'INFLATION	%		
Moyenne 12 mois / 12 mois		3,51	4,40
Glissement annuel		3,86	5,80

Source : ONS

CREDITS A L'ECONOMIE	Millions DA		
Crédits à l'économie		2 205 200	2 615 516
Crédits au secteur public		989 200	1 202 201
Crédits au secteur privé		1 216 000	1 413 315
TAUX DE CHANGE			
Taux de change moyen DA/\$	DA/US\$	69,36	64,58
Taux de change fin de période	DA/US\$	66,83	71,18
Taux de change moyen DA/EURO	DA/EURO	95,00	94,85
Taux de change fin de période	DA/EURO	98,33	100,27
INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS	Millions US \$	1 370,0	2 310,0
RESERVES DE CHANGE	Millions US \$	110 180,0	143 100,0

Source : Banque d'Algérie

PRIX MOYEN DU PÉTROLE BRUT	US \$/Baril	74,4	99,1
-----------------------------------	-------------	------	------

Source : Ministère de l'Energie et des Mines

Situation des recouvrements
En millions de DA

	2007	2008
1 - Fiscalité Pétrolière	2 711 848	4 003 559
Fiscalité Pétrolière budgétisée	973 000	1 715 400
Recettes Fonds de Régulation	1 738 848	2 288 159
2 - Recettes Ordinaires	786 776	983 623
.Contributions Directes	259 484	331 826
.IRG/Salaires	122 671	151 909
.IRG/Autres	35 909	41 976
.IBS	97 438	133 470
.Autres Impôts directes	3 466	4 471
.Enregistrement et Timbre	28 129	33 917
. Enregistrement	13 204	14 490
. Timbre	14 925	19 427
.Impôts sur les affaires	347 233	429 776
.TVA/Produits pétroliers	12 966	10 889
. TVA/Intérieure	123 948	154 565
.TVA/Importation	170 470	221 876
.TIC	34 676	37 359
.TPP	4 123	403
. Autres taxes	1 050	4 684
.Contributions Indirectes	885	1 190
.Produits des Douanes	132 653	163 933
.Produits des Domaines	13 514	17 053
.Produits Divers du Budget	4 878	5 928
Recettes totales	3 498 624	4 987 182
Totales Hors Recettes du FRR	1 759 776	2 699 023

source : DGI

Budget de l'État
En millions de DA

	2007	2008 (*)
Recettes Budgétaires	1 951 360	2 810 260
1- Fiscalité Pétrolière	973 000	1 715 400
2- Autres Recettes Fiscales	769 060	884 030
. Contributions directes	259 490	308 070
. IRG (salaires)	124 870	141 920
. Autres impôts directs	134 620	166 150
. Impôts divers sur les affaires	347 650	392 610
dont . TVA à l'importation	172 470	209 110
. TVA intérieure	137 150	152 970
. TVA carburant	130	90
. TPP	4 070	180
. TIC	33 830	30 260
. Autres droits indirects	1 020	1 160
. Produits des douanes	132 770	152 330
. Enregistrement et timbres	28 130	29 860
3- Recettes non Fiscales	75 250	102 970
4- Contribution au Budget de L'État	40 990	22 860
5- Revenus des Participations de L'État	92 940	85 000
6- Recettes exceptionnelles	0	0
7- Fonds de concours, Dons et Legs	120	0
Dépenses Budgétaires	3 194 910	3 878 370
1- Dépenses de fonctionnement	1 642 730	2 096 270
. Rémunérations	584 170	757 220
. Matériel-fournitures-entretien	93 830	81 750
. Dette publique	91 130	79 280
. Pensions des moudjahidines	102 460	60 330
. Subventions de fonctionnement	165 150	203 920
. Action économique et sociale	605 990	913 770
2- Dépenses d'équipement	1 552 180	1 782 100
Solde Budgétaire (hors principal Dette Publique)	-1 243 550	-1 068 110

Source : DGB

(*) Données provisoires

Opération du Trésor
En Millions de DA

	2007	2008 (*)
1 - Recettes Budgétaires	1 949 050	2 822 836
Ressources Ordinaires	976 050	1 107 436
Recettes Fiscales	766 750	895 396
Recettes Ordinaires	75 372	104 179
Recettes Exceptionnelles	133 928	107 861
Fiscalité Pétrolière	973 000	1 715 400
2 - Dépenses Budgétaires	3 108 569	4 175 803
Fonctionnement	1 673 931	2 227 440
Équipement	1 434 638	1 948 363
Solde Budgétaires	-1 159 519	-1 352 967
Solde Cpte d'Affectation	18 875	29 564
Solde Opérations Budgétaires	-1 140 644	-1 323 403
Intervention du Trésor	-141 310	-128 972
3 - Solde Global du Trésor	-1 281 954	-1 452 375
4- Financement	1 281 954	1 452 375
Financement Bancaire	-275 389	-346 444
Financement Non Bancaire	213 650	579 148
Prélèvement du Fonds de régulation des recettes	1 454 362	1 223 617
Emprunts Extérieurs Nets	-110 669	-3 946

Source : DGT

(*) Données provisoires

Importations et Exportations de Marchandises
En Millions de USD

IMPORTATIONS (CAF)	2007	2008 (*)
Produits alimentaires	4 954	7 716
Énergie et lubrifiants	324	590
Produits bruts	1 325	1 243
Produits semi-finis	7 105	9 999
Biens d'équipement agricoles	146	171
Biens d'équipement industriels	8 534	13 025
Biens de consommation industriels	5 243	6 412
Total des Importations	27 631	39 156
EXPORTATIONS	2007	2008
Produits alimentaires	88	125
Énergie et lubrifiants	59 197	77 246
Produits bruts	169	351
Produits semi-finis	993	1 306
Biens d'équipement agricoles	1	1
Biens d'équipement industriels	46	75
Biens de consommation industriels	35	35
Total des Exportations	60 529	79 139
Total Hors Hydrocarbures	1 332	1 893
Balance commerciale	32 898	39 983

Source : DGDouane (CNIS) sauf pour les exportations des hydrocarbures dont la source est le Ministère de l'énergie et des Mines.

(*) Données provisoires

**LE PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)
EN MILLIARDS DE DA**

	2007		2008 (*)	
		Volume (%)		Volume (%)
VA des secteurs	8 053,1		9 363,0	
Agriculture	716,0	5,0	722,8	-5,3
Hydrocarbures	4 157,5	-0,9	5 000,1	-2,3
Industrie	442,7	0,8	483,0	4,4
Batiments et travaux publics	814,4	9,8	967,8	9,8
Services	1 922,5	6,8	2 189,3	7,8
Droits de douanes	530,0	5,5	596,5	7,7
Services des AP	788,6	6,5	1 034,3	8,4
Le PIB	9 371,7	3,0	10 993,8	2,4
Le PIB HH	5 214,1	6,3	5 993,7	6,1
Le PIB HA	8 655,6	2,8	10 271,0	3,0

Source: CGPP

(*) Données provisoires

Indice des prix à la consommation
En pourcentage

Variation 12 Mois / 12 Mois

	2007	2008
Alimentation,Boissons Non Alcoolisées	6,53	7,40
Habillement-Chaussures	-0,36	-0,60
Logement-Charges	0,96	1,20
Meubles & Articles D'Ameublement	0,18	0,20
Santé Hygiène Corporelle	3,03	2,20
Transport et Communication	-0,46	0,80
Education-Culture-Loisirs	1,85	3,80
Divers (NDA)	1,73	3,50
INDICE GENERAL	3,51	4,40

Glissement sur 12 Mois

	2007	2008
Alimentation,Boissons Non Alcoolisées	7,16	8,50
Habillement-Chaussures	-0,58	-0,20
Logement-Charges	1,35	0,30
Meubles & Articles D'Ameublement	0,10	0,30
Santé Hygiène Corporelle	4,00	2,80
Transport et Communication	-0,74	2,10
Education-Culture-Loisirs	2,85	6,00
Divers (NDA)	0,94	7,00
INDICE GENERAL	3,86	5,80

Source: ONS

Cotations d'ouverture des principales devises
Moyenne annuelle

	2007	2008
Taux de change moyen DA/\$	69,3644	64,581
Taux de change fin de période	66,8299	71,1826
Taux de change moyen DA/EURO	95,0012	94,8548
Taux de change fin de période	98,3302	100,2749
Taux de change moyen DA/Yen	0,5894	0,6281
Taux de change fin de période	0,5965	0,7888
Taux de change moyen DA/DTS	106,1376	102,0404
Taux de change fin de période	105,4871	110,1726

Source : Banque d'Algérie